

Marseille, le 06 05 2020.

*Communiqué de l'Union Nationale Interprofessionnelle
des Retraité-e-s de Solidaires Bouches du Rhône :*

Covid 19 et retraité-e-s : la double peine !

Et pourquoi pas l'eugénisme tant qu'ils y sont !

Le débat est ouvert publiquement par les médias télévisuels : « *Fallait-il faire tout ça pour des vieux blancs malades ?* » se demande l'éditorialiste de l'Opinion.

➤ **Tel fut le thème de l'émission de ce 4 mai sur LCI.**

Certains sujets doivent-ils faire l'objet d'échanges ou être combattus d'emblée quand ils sont ouvertement discriminatoires, xénophobes ?

Et pourtant, à la suite de la déclaration de Christophe Barbier sur BFM, : « *pour sauver quelques vies de personnes âgées, on va mettre au chômage des milliers de gens* », la tribune est ouverte pour certains éditorialistes qui s'en donnent à cœur joie : « *fallait-il soigner les personnes malades du Covid19 en mobilisant des moyens matériels coûteux, en mettant à mal le capital avec le confinement puisque les malades du Covid19 concerneraient essentiellement les personnes âgées...* »

Choix de circonstance ou circonstances d'un choix ?

Certains posent sans pudeur la question du « *choix individuel* » au lieu du « *choix collectif* » : la maladie et les décès concernant en majorité les personnes âgées représentent un trop petit nombre pour cette mobilisation collective.

Ils répètent à l'envi que « *la santé a un coût* » comme si nous étions responsables d'avoir été malades, nous préparant en nous rendant fautifs du « trou » de la Sécurité Sociale et son démantèlement.

Retraité-e-s pas bouc émissaire !

Sans scrupule, on montre du doigt les personnes âgées devenues improductives. Au-delà de la stigmatisation des personnes âgées, ouvrir un tel débat c'est mettre en question leur existence même tout en ouvrant d'ailleurs la porte à bien d'autres discriminations. Il faudrait assurément culpabiliser de ne plus travailler, sans doute comme pour tous les autres improductifs, les « *profiteurs* » des aides sociales, les étudiants, les chômeurs, les détenus...tous ceux-là même abandonnés pendant la crise sanitaire.

Les personnes âgées, soit isolées à leur domicile, soit prises en charge dans les EHPAD, ont été oubliées, laissant les établissements livrés à eux-mêmes, sans moyen de protection et sans contrôle, pire avec des consignes où ils n'étaient pas prioritaires sur certains territoires pour l'utilisation de tests ni pour les hospitalisations. Il faut rappeler que les décès en EHPAD s'élèvent à 40% du total des décès liés au coronavirus alors que les résidents représentent 1% de la population !

Soit vieux et tais-toi !

Il est vrai qu'avec le gouvernement actuel, dès 2017, les retraités ont été traités en maintes reprises d'égoïstes et de privilégiés. Ils ont été opposés aux actifs et appauvris dans leur ensemble par de nombreuses mesures et dispositions. Notre statut de retraités a été bafoué en tant qu'anciens travailleurs, producteurs de richesses après des décennies de travail et de cotisations, des cotisations versées d'une génération à l'autre.

Et, Macron n'a eu de cesse de dévoyer la solidarité intergénérationnelle en déclarant que ce sont les travailleurs qui payent nos retraites et il s'est même permis de dénier aux retraités leur droit élémentaire d'être des acteurs de la vie économique et sociale au moment de l'affaire Legay à Nice.

Les jeunes d'aujourd'hui sont les vieux de demain : une vérité à rappeler !

S'adonner à ce type de débat, c'est donner la possibilité à bien d'autres dérives criminelles au risque de nous ramener aux heures les plus sombres de notre histoire : pourquoi ne pas faire un « tri » de certaines catégories de la population, ceux et celles considérées comme improductifs, ceux ou celles de couleur de peau, ceux ou celles de certaines ethnies etc...

Dans ces déclarations odieuses, c'est bel et bien l'humanité dont il est question et la solidarité dans toutes ses dimensions qui est attaquée. Cette solidarité qui a été avec nos services publics, notre système de santé avec l'hôpital public, nos retraites basées sur la solidarité la ligne de mire et la cible du gouvernement. Ce dont nous payons le prix fort pendant cette pandémie.

Contact : Roselyne Garcia 06 12 58 81 11